

Tous les pays préféreraient une solution pacifique. Pas une «entente» qui récompenserait l'agresseur, mais l'application intégrale et rapide des résolutions du Conseil de sécurité.

Mais plusieurs croient malheureusement qu'une solution pacifique ne peut être obtenue, même si elle est souhaitable.

Le leader de l'Iraq ne semble pas saisir toutes les dimensions du problème qu'il a créé. Il ne semble donc pas mieux comprendre la force de notre détermination à nous assurer que justice est faite. Il pense que le reste du monde bluffe.

Le but de la résolution des Nations Unies que le Canada et les autres membres du Conseil de sécurité examineront demain est de garantir que l'Iraq comprend bien que ce n'est pas du bluff.

La résolution qui sera examinée demain réclame l'application intégrale des précédentes résolutions du Conseil. Si l'Iraq ne les applique pas intégralement, les États membres, en collaboration avec le gouvernement du Koweït, seront autorisés à utiliser tous les moyens jugés nécessaires pour s'assurer que ces résolutions sont appliquées et pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région.

Cela signifie-t-il que la force sera utilisée?

C'est à l'Iraq d'en décider.

Cette résolution sera probablement approuvée demain, le 29 novembre. En situation normale, cela voudrait dire que les membres de l'ONU pourraient utiliser tous les moyens d'action nécessaires à partir de demain, le 29 novembre. Il a maintenant été proposé sérieusement et positivement que la résolution prévoie une pause entre le jour de novembre où le pouvoir d'intervention sera accordé et une date ultérieure spécifique à partir de laquelle ce pouvoir pourra être utilisé. Cette proposition reflète l'idée d'une pause que le Canada et d'autres pays avaient présentée après les discussions à l'Assemblée générale des Nations Unies. Une échéance qui serait considérée comme un ultimatum pourrait être improductive et artificielle. Ce n'est pas ce qui est proposé. Comme le disait hier le Premier ministre, on envisage plutôt une «pause de bonne volonté» qui donnerait à Saddam Hussein une autre chance de réfléchir à ses options. Toutes les nations devront évidemment utiliser cette pause pour rechercher une base d'application pacifique des résolutions du Conseil de